



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

terrorisme

Question au Gouvernement n° 3755

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

M. le président. La parole est à M. Christian Jacob, pour le groupe Les Républicains.

M. Christian Jacob. Monsieur le Premier ministre, au nom du groupe des Républicains, je dirai tout d'abord qu'en ce moment tragique nos pensées vont au peuple belge, aux victimes et à leurs familles. La solidarité entre la France et la Belgique doit être totale. Elle le sera, car la France et la Belgique, face au terrorisme, partagent le même destin et sont confrontées aux mêmes défis. Ce qui s'est passé ce matin à Bruxelles n'est pas un avertissement de plus ; c'est le signe de la faiblesse et de la vulnérabilité de l'Europe sur des sujets majeurs qui doivent maintenant mobiliser toute notre énergie. Soixante-douze heures après l'arrestation d'Abdeslam, alors que Bruxelles est en état de siège, ces attaques coordonnées et préparées sont une véritable opération de représailles contre la Belgique et contre la France.

Dans ces circonstances, le groupe des Républicains prendra toutes ses responsabilités, comme il l'a toujours fait, et sera aux côtés du Gouvernement pour mettre en œuvre des mesures d'une extrême fermeté, comme nous l'avons déjà demandé. Il faut des actes forts, monsieur le Premier ministre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Des actes forts en matière de contrôle de nos frontières, de mise hors d'état de nuire des individus revenant du djihad, d'assignation à résidence des fichés « S » et d'isolement des détenus islamistes en prison ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

Il faut également faire adopter le PNR afin de disposer d'un fichier européen des passagers aériens. Pourquoi ce texte n'est-il toujours pas à l'ordre du jour du Parlement européen ? (*Mêmes mouvements.*) Vous devez dénoncer avec nous les alliances politiques contre-nature qui empêchent son adoption, monsieur le Premier ministre ! Les Français comprennent bien que le risque zéro n'existe pas. Ce qu'ils ne comprendraient pas, c'est notre faiblesse, nos atermoiements et nos débats philosophiques alors que nous sommes en guerre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. Alain Tourret. Bravo !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le président Jacob, ce matin, Bruxelles, le cœur de l'Europe, le siège de nos institutions européennes, ont été frappés par le terrorisme islamiste, par le déferlement de l'idéologie de mort qui s'est abattue sur notre pays en janvier et novembre 2015. Chacun comprend bien que ce qui se passe depuis plusieurs jours à Bruxelles est directement lié à ce que nous avons connu il y a quelques

semaines. L'Europe, qui a déjà été frappée, est à nouveau en deuil. Toutes nos pensées vont aux très nombreuses victimes et à leurs familles. J'adresse tout le soutien de la France au peuple belge, ce peuple ami et voisin. Nous sommes à ses côtés, solidaires dans la souffrance et face aux actes de guerre qui viennent de se produire, car nous sommes en guerre. L'Europe est en guerre, car l'État islamiste, Daech, lui a déclaré la guerre.

L'arrestation d'un individu et de ses complices ne saurait être un motif de soulagement, comme le Président de la République, moi-même et les ministres des affaires étrangères, de l'intérieur et de la défense l'avons dit samedi. Nous savons qu'il s'agit d'une étape et que la guerre se poursuit. Nous faisons face à une organisation terroriste dont la force de frappe est sans précédent et l'organisation logistique d'une ampleur inédite – chacun doit bien avoir à l'esprit le nombre d'individus impliqués dans l'organisation de ces attentats. Elle a ses bastions, ses financements, ses réseaux et ses cellules. Elle recrute, mobilise et embrigade au cœur même de nos sociétés.

Au nom de l'islam radical et d'une idéologie totalitaire, Daech mais aussi des succursales d'Al-Qaïda, qui se livrent à une forme de concurrence dans la violence terroriste, ont en commun la haine de la démocratie. C'est pour cela qu'ils frappent sur notre sol. C'est pour cela qu'ils frappent en Europe, aujourd'hui en Belgique, hier en Tunisie, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et encore hier soir au Mali. La France, l'Europe, l'Afrique, le Proche-Orient et le Moyen-Orient seront à nouveau visés et frappés. Cette certitude ne doit jamais quitter notre esprit. Nous devons répondre ensemble avec la plus grande force, la plus grande détermination et le plus grand sang-froid.

Nous répondons militairement avec nos armées déployées en Irak, en Syrie et au Sahel. Nous protégeons les Français sur le territoire national. Nous vivons sous le régime de l'état d'urgence et avons adopté des textes visant à le renforcer. Vous venez d'adopter ici à l'Assemblée nationale, mesdames, messieurs les députés, un texte présenté par le garde des sceaux visant à renforcer les pouvoirs d'action des policiers, des gendarmes et des magistrats. Aujourd'hui même, le ministre de l'intérieur a adressé aux préfets, compte tenu de la situation, une circulaire visant à renforcer les mesures de sécurité déjà en vigueur. Tout cela s'ajoute au déploiement de policiers, de gendarmes et de militaires annoncé ce matin par Bernard Cazeneuve afin de renforcer tous les dispositifs déjà déployés sur notre sol depuis des mois tels que le contrôle aux frontières.

Tout cela, nous le faisons ensemble. C'est une force de notre démocratie que la majorité et l'opposition puissent faire face ensemble à la menace terroriste. Il faut, par ailleurs, agir au niveau européen, comme vous-même, monsieur le président Jacob, et le ministre de l'intérieur l'avez rappelé. L'Europe est attaquée. Contrairement à ce que l'on entend parfois, la réponse doit donc être aussi européenne. Notre espace de liberté doit également être un espace de sécurité. La France continuera de peser de tout son poids, car il y a urgence, comme le Président de la République, moi-même et le ministre de l'intérieur ne cessons de le répéter. Quant au PNR, il doit être débattu conjointement avec un autre sujet en avril au Parlement européen. À mon tour, je dis qu'il est temps de l'adopter. Je le dis notamment aux groupes socialistes et écologistes du Parlement européen.

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste, du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)

Chacun doit prendre ses responsabilités. Le gouvernement de la France a besoin du soutien de tous, notamment du Parlement européen. Nous avons assez perdu de temps sur cette question. *(Mêmes mouvements.)* Nous devons agir en matière de renforcement des contrôles aux frontières.

Enfin, agir contre la menace terroriste et éradiquer le djihadisme sera un combat de longue haleine, un combat contre la radicalisation d'abord. Nous avons mis en place un dispositif inédit de détection, de suivi et de prise en charge au niveau départemental. Mais il faudra du temps pour l'étoffer et le développer afin d'empêcher les individus de basculer. C'est sans doute l'affaire de plusieurs années, sinon d'une génération.

Le ministre de l'intérieur et moi-même travaillons depuis de nombreuses semaines à l'évolution du plan de lutte

contre le terrorisme et la radicalisation adopté en avril 2004. Ce plan sera révisé d'ici à un mois et entrera en vigueur avant la fin de l'application, s'il y a application, de l'état d'urgence.

Mesdames, messieurs les députés, une guerre nous a été déclarée contre ce que nous sommes, contre nos valeurs. Dans l'unité et le respect de notre droit, avec la plus grande fermeté et la fierté d'être Français, porteurs de ces valeurs universelles, nous devons gagner cette guerre et nous nous en donnons tous les moyens. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste, du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

Données clés

Auteur : [M. Christian Jacob](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3755

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 mars 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 mars 2016](#)